

NICOLAS SARKOZY

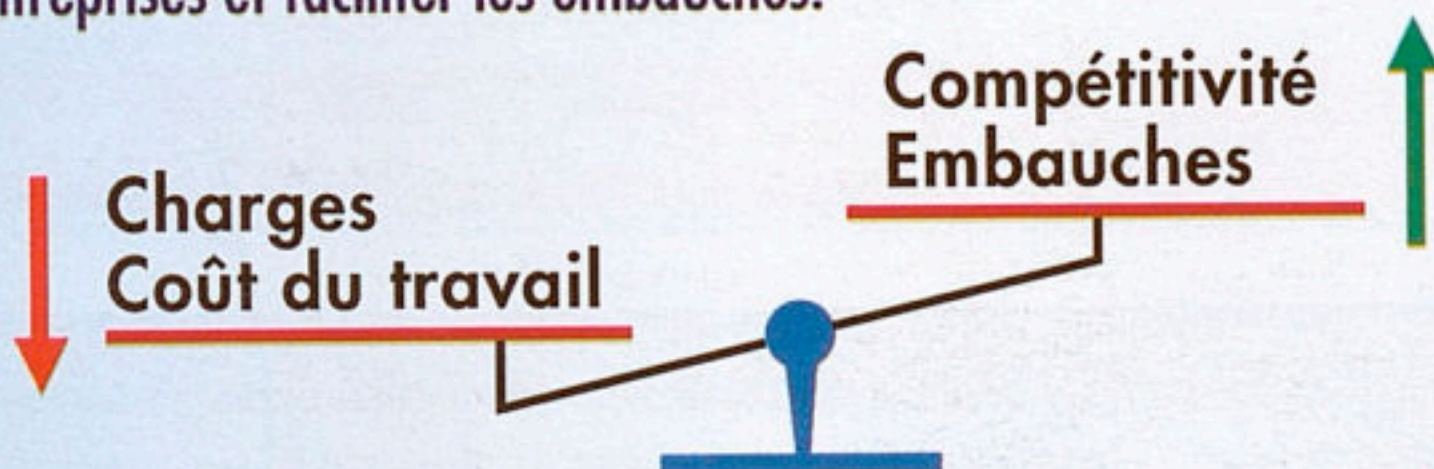
LA FRANCE FORTE

REVALORISER LE TRAVAIL
ET PROTÉGER NOS EMPLOIS

La France forte, c'est lutter contre les délocalisations



C'est le but de la fiscalité anti-délocalisation qui réduit de 13 milliards € les charges patronales sur les bas salaires pour baisser le coût du travail, redonner de la compétitivité à nos entreprises et faciliter les embauches.

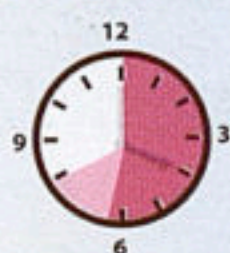


FINANCEMENT

- Augmentation d'1,6 point de TVA.
- Augmentation de 2 points de la CSG sur les revenus du capital.

La France forte, c'est préserver les emplois et permettre de travailler plus

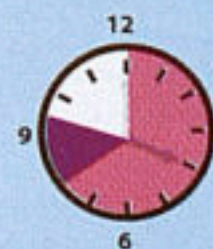
En période de crise, Nicolas Sarkozy propose de permettre aux entreprises d'aménager le temps de travail et les salaires plutôt que de licencier.



OU



En période de croissance, Nicolas Sarkozy propose aux entreprises de pouvoir travailler plus en augmentant les salaires.



La détaxation des heures supplémentaires est maintenue. C'est en moyenne 450 € de salaire en plus par an pour 9 millions de personnes.

La France forte, c'est le travail qui paye toujours plus que l'assistanat

Baisse de 4 milliards €
des cotisations salariales

Augmentation d'environ 1000 €/an du salaire des
personnes qui touchent entre 1000 et 1400 € nets/mois

FINANCEMENT

- Redéploiement de la prime pour l'emploi.
- Augmentation de la fiscalité sur les dividendes.

LA FRANCE FORTE C'EST...

➤ **Réhabiliter la logique des droits et des devoirs dans notre modèle social**

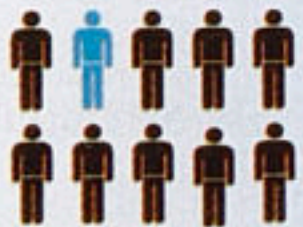


— Solidarité nationale pour les personnes — qui sont dans l'incapacité de travailler



Pas de solidarité nationale sans contrepartie pour les personnes aptes au travail

Ainsi tous ceux qui ont droit au RSA et qui peuvent exercer une activité auront le devoir de travailler 7 heures par semaine payées au SMIC pour ne pas perdre contact avec le marché du travail.



**Aujourd'hui, seul
10% des chômeurs
bénéficient d'une
formation qualifiante**



- Nicolas Sarkozy propose de donner à tous les
- chômeurs un droit à la formation, en contrepartie ils ont le devoir d'accepter toute offre d'emploi qui correspond à cette formation

OUI à la solidarité NON à l'assistanat !

➤ **Empêcher que certains dirigeants s'octroient des salaires démesurés**

- ➡ 1- Participation d'un représentant des salariés au comité des rémunérations.
- ➡ 2- Vote des principales rémunérations par l'Assemblée générale des actionnaires.
- ➡ 3- Obligation de publier la répartition et l'évolution des salaires dans l'entreprise d'une année sur l'autre.
- ➡ 4- Suppression des retraites-chapeaux et des parachutes dorés.

Pour Nicolas Sarkozy, c'est en valorisant le travail plutôt que l'assistanat que nous sortirons de la crise.

OUI, Je soutiens Nicolas Sarkozy

☐ M^{me} ☐ M^{lle} ☐ M. Nom *: Prénom *:

Adresse * :

Code postal *: Ville *:

E-mail :

[illegible]

> Je deviens membre de l'UMP en adhérant au tarif de :

COTISATION SIMPLE

COTISATION COUPLE

COTISATION RÉDUITE

25 € soit **8,50 €** après réduction d'impôt*

□ 35 € soit **11,90 €** après réduction d'impôt*

10 € soit **3,40 €** après réduction d'impôt*
(pour les - 30 ans, étudiants, demandeurs d'emploi)

☐ Chèque à l'ordre de l'ANFUMP

Mandat

A nous retourner accompagné de votre règlement à l'adresse suivante : **UMP – Adhésions - TSA 51558 - 75901 PARIS CEDEX 15 - FRANCE**

Date et signature :

Les informations que vous nous communiquez sont nécessaires à la gestion de vos adhésions, et de nos relations. Elles sont exclusivement réservées à l'usage de l'UMP et de l'ANFUMP (Association nationale de financement de l'UMP) et en retournant ce formulaire, vous autorisez celles-ci à utiliser vos données pour des opérations de communication politique et de dons. Vos informations ne pourront être communiquées qu'à des cocontractants qui, en leur qualité de sous-traitants de l'UMP, n'agissent que sur les instructions de cette dernière et seront soumis à une stricte obligation de confidentialité. Certains de ces partenaires peuvent avoir des activités dans des pays situés en dehors de l'Union européenne, notamment aux fins d'hébergement des données. Vos données ne seront toutefois transférées que dans des pays présentant une protection adéquate au regard des garanties imposées par la loi du 6 janvier 1978 ou, en ce qui concerne les États-Unis, à des entités adhérent aux principes du Safe Harbor. En application des articles 38 et suivants de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez des droits d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition aux informations vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en nous écrivant à l'adresse : fichiers@u-m-p.org ou à Adhésions, TSA 51558 - 75901 PARIS CEDEX 15 - FRANCE.

Merci de ne pas jeter sur la voie publique.